



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
18 Septembre 2013, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	7
Nombre de Conseillers présents	:	19
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	12 Septembre 2013
Date d'affichage du compte-rendu	:	23 Septembre 2013

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, Mme Joëlle COLLIN, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN, M. Joël DESVAUX,

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Magali TREMORIN, Mme Maryline LEFOUL, Mme Roselyne MARCHAND,

Absents non excusés : M. Marcel FOUQUET, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Chantal GUILLEMER

Pouvoirs : Mme HUET à Mme GIROUX ; M. LARCHER à Mme GINGAT ; M. DENOUAL à M. COCHARD ; M. LEGRAND à M. NOEL ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme LEFOUL à Mme DELAHAIS ; Mme MARCHAND à Mme BEAUDOUIN

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 13-111) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 13-112) Syndicat Mixte du Bassin du Linon – Avis relatif à l'adhésion de nouvelles communes et modifications statutaires
- 13-113) Pôle intermodal de la Gare – Avenant à la convention avec la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- 13-114) Admission en « non valeur » - Commune (années 2010 – 2011)
- 13-115) Taxe sur les spectacles – Exonération
- 13-116) Compte-rendu des avenants aux marchés de travaux signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
- 13-117) Compte-rendu des avenants aux marchés de maîtrise d'oeuvre signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
- 13-118) Construction de voirie 2013 – Attribution du marché de travaux et affermissement des tranches
- 13-119) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 13-120) Questions orales
- 13-121) Vœu auprès du Conseil Général – Arrêt transport scolaire de la Ville Guillaume

13-111) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 17 Juillet 2013 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

13-112) SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DU LINON – AVIS RELATIF A L'ADHESION DE NOUVELLES COMMUNES ET MODIFICATIONS STATUTAIRES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la mutualisation et cohérence territoriale demandée par la loi de réforme des collectivités territoriales, le Syndicat du Linon s'est étendu à 18 communes ainsi qu'à la communauté de communes du Pays d'Evran en lieu et place des Communes de St Judoce et d'Evran.

Un travail d'actualisation des statuts datant de 1971 a été initié suite à l'extension du syndicat du Linon.

Les principaux éléments d'actualisation des statuts portent sur :

- La formulation explicite de l'objet du syndicat
- La représentativité des communes
- L'intégration des ressources du syndicat et du nouveau mode de calcul de la cotisation

Par ailleurs, deux nouvelles communes, **Cardroc (88 % BV Linon) et de Miniac-sous-Bécherel (45 %)**, ont délibéré favorablement à l'adhésion au syndicat du Linon.

Ainsi, la couverture du syndicat atteint actuellement près de 90% du bassin versant du Linon

Lors de sa séance du 12 juin 2013, le Comité Syndical a adopté ces modifications statutaires.

Il a aussi émis un avis favorable à l'adhésion des communes d'Ille et Vilaine de Cardroc et de Miniac-sous-Bécherel.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de donner un avis favorable à :

- L'adhésion des Communes de Cardroc et de Miniac-Sous-Béchérel
- L'adoption des modifications statutaires telles que présentées.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

13-113) POLE INTERMODAL DE LA GARE – AVENANT A LA CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 09-178 en date du 15 décembre 2009, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer une convention de partenariat avec la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour le financement des travaux d'aménagements de la gare de Combours.

Compte tenu du partenariat financier complexe défini dans la convention cadre avec les différents maîtres d'ouvrage, la communauté de Communes a souhaité préciser la nature de son partenariat avec la commune de Combours dans une convention propre aux deux parties.

Cette convention affecte une participation financière de 400 000 euros par fonds de concours que la Communauté a décidé lors du Conseil communautaire du 1^{er} octobre 2009.

Le montant de ce fonds de concours a été ajusté à 600 000 euros lors du vote du budget communautaire 2012, ce qui modifie les termes de la convention initiale.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer l'avenant à la convention de partenariat financier entre la commune de Combours et la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour les travaux de la gare de Combours.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer l'avenant à la convention de partenariat financier entre la commune de Combours et la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour les travaux de la gare de Combours.

13-114) ADMISSION EN « NON VALEUR » - COMMUNE (années 2010 - 2011)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, par courriers en date du 22 juillet 2013, le Receveur Municipal a fait savoir que des titres émis en 2010 et 2011 restent en solde dans les comptes de la commune. Il s'agit des créances suivantes :

- Une créance de **17.16 €** qui concerne :
 - Un titre émis pour un montant de **9.66€** (impayés garderies)
 - Un titre émis pour un montant de **7.5 €** (impayés cantine)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le Trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non-valeur,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'admettre ces titres en non-valeur.

Cette somme sera réglée sur l'article 6541 de l'exercice en cours.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-115) TAXE SUR LES SPECTACLES - EXONERATION

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que l'article 1559 du Code Général des Impôts, mentionne que tout spectacle sportif payant est générateur d'un impôt spécifique : la taxe sur les spectacles sportifs.

- Considérant que certaines associations Combourgeoises organisent régulièrement des manifestations sportives avec entrées payantes sur le territoire de la commune,
- Considérant que l'organisation de ces manifestations occasionne des frais pour les associations mais génère des retombées positives pour la commune : image de marque de la ville, promotion de la pratique sportive, animation de la cité, cohésion sociale...
- Considérant qu'il n'existe actuellement aucune exonération de la taxe sur les spectacles pour ces associations,
- Vu les articles 1559 à 1563 du Code Général des Impôts et notamment L'article 1561 qui prévoit la possibilité pour le Conseil Municipal d'exonérer de l'impôt sur les spectacles, les manifestations sportives se déroulant sur le territoire de la commune,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'exonérer de la taxe sur les spectacles l'ensemble des compétitions sportives organisées sur le territoire de la commune, par des associations sportives régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et agréées par le ministère compétent.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Cette exonération sera applicable à compter à compter du 1^{er} janvier 2014

13-116) COMPTE RENDU DES AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX rend compte des avenants au marché de travaux qui ont été signés par le Maire :

Tableau récapitulatif des avenants aux marchés de travaux à procédure adaptée				
Travaux – N°lot-Nom du titulaire- Montant du marché H.T.	Objet et n° de l'avenant	Montant de l'avenant H.T.	% de l'avenant / au montant du marché initial	Nouveau montant du marché H.T.
Viabilisation lotissement Gare/Bel Air FTPB - lot n° 4 Espaces Verts 16 738.25 € (avenant n°1 = 2 239 €)	Avenant n° 2 Fourniture et pose d'une bâche, de plantations de végétaux et d'une clôture en panneaux rigides	2 200 €	26.52 % (cumul avec avenant n° 1)	21 177.25 €
Travaux d'extension de l'école maternelle SA LEBLOIS Lot n°10 Revêtement de sols 36 938.29 €	Avenant n° 1 Travaux complémentaires Pour circulation devant les sanitaires dans bâtiment existant	353.07 €	0.96 %	37 291.36 €
Travaux d'extension de l'école maternelle Entreprise DUFROST Lot n°1 Gros Oeuvre 185 543 €	Avenant n° 1 Modification de l'enrobé autour du préau	5 630 €	3.03 %	191 173 €
Programme voirie 2012-2013 EVEN Lot n° 1 Aménagement de voirie 443 114 €	Avenant n° 1 Travaux de marquage au sol du parking Ribambelle	892 €	0.2 %	444 006 €

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-117) COMPTE RENDU DES AVENANTS AUX MARCHES DE MAITRISE D'OEUVRE SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX rend compte des avenants au marché de maitrise d'œuvre qui ont été signés par le Maire :

Tableau récapitulatif des avenants aux marchés de maitrise d'œuvre à procédure adaptée				
Mission– Nom du titulaire- Montant du marché H.T.	Objet et n° de l'avenant	Montant des prestations complémentaires HT	% de l'avenant / au montant du marché initial %	Nouveau montant du marché H.T.
MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE Bureau Veritas ZAC Atalante Champeaux 1/3 rue Maillard de la Gounerie 35 000 RENNES 4 540 € (Avenant n°1 = 715 €)	Avenant n° 2 2 visites complémentaires sur site concernant les dispositions constructives et l'électricité Rédaction d'un courrier de levées d'observations	460 €	25 %	5 715 € HT

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-118) CONSTRUCTION DE VOIRIE 2013 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX ET AFFERMISSEMENT DES TRANCHES CONDITIONNELLES

Rapporteur : Michel LEBRET, adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 13.35 en date du 27 février 2013, le Conseil Municipal a décidé d'autoriser Monsieur Le Maire à lancer l'appel d'offres de mission de maîtrise d'œuvre pour le programme pluriannuel de voirie 2013 selon la procédure adaptée.

Par délibération n° 13.70 en date du 30 avril 2013, le Conseil Municipal a été informé du choix de l'entreprise IDTP de Bobital (22) pour assurer cette mission.

Par ailleurs, par délibération n° 13.86 en date du 19 juin 2013, le Conseil Municipal a décidé :

- D'approuver d'Avant Projet Détaillé de cette opération
- D'autoriser Monsieur Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

A cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé sur la plateforme de dématérialisation e-mégalis et au journal Ouest-France le 28 juin 2013

15 dossiers de consultation des entreprises (DCE) ont été retirés : tous par téléchargement sur la plateforme de dématérialisation.

Le registre de dépôt fait mention de la réception de 4 offres remises dans les délais pour cette consultation et aucune offre dématérialisée.

L'ouverture de ces plis a été réalisée en présence de Monsieur Michel LEBRET, adjoint à la voirie et Madame Marie-Renée GINGAT, adjointe au cadre de vie et à l'environnement, le vendredi 28 juin 2013 à 14 heures et l'analyse a ensuite été réalisée par l'entreprise IDTP.

Il est rappelé que ce marché comporte une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles.

Lot unique : Aménagement de voirie

Après l'analyse effectuée par le maître d'œuvre et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du mardi 9 juillet 2013 à 11 h 30, le pouvoir adjudicateur a décidé :

- De déclarer le marché fructueux
- D'attribuer le marché à la Sté SERENDIP de Baguer Pican pour un montant de 606 674.59 € TTC pour la tranche ferme

Le marché se décomposait donc de la façon suivante :

- Tranche ferme : 606 674.59 € TTC

- Tranche conditionnelle n° 1 : Les Rochers Monnier 12 325.98 € TTC
- Tranche conditionnelle n° 2 : La Souillardière 15 872.12 € TTC
- Tranche conditionnelle n° 3 : Hailand 32 403.23 € TTC
- Tranche conditionnelle n° 4 : route de la Racinais 47 833.42 € TTC

Soit un **total de tranches conditionnelles de 108 434.75 € TTC** et un montant total du marché de 715 109.34 € TTC.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'affermir l'ensemble des tranches conditionnelles pour un montant de 108 434.75 € TTC, étant précisé que les crédits nécessaires à l'ensemble de ces travaux de voirie ont été inscrits au budget primitif 2013.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-119) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 16 juillet 2013 (**DIA n° 19**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AL n° 50, d'une superficie totale de 185 m² et supportant un terrain nu
- Décision en date du 25 juillet 2013 (**DIA n° 20**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AL n° 01, d'une superficie totale de 28 m² et supportant une habitation
- Décision en date du 31 juillet 2013 (**DIA n° 21**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AM n° 164, d'une superficie totale de 776 m² et supportant un terrain à bâtir

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-120) QUESTIONS ORALES (3e trimestre)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 35.

13-121) VŒU AUPRES DU CONSEIL GENERAL – ARRET TRANSPORT SCOLAIRE DE LA VILLE GUILLAUME

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

A l'issue de la réunion du Conseil Municipal, et sur invitation de Monsieur le Maire, une délégation de parents d'élèves du village de « La Ville Guillaume » a interpellé les membres de l'Assemblée communale à propos de la sécurisation du site d'arrêt de bus de transport scolaire se situant sur le bas-côté de la RD 795 ;

En effet, les arrêts pour la prise en charge des enfants le matin et la dépose le soir interviennent au moment où le trafic routier est particulièrement dense et sur un des axes les plus fréquentés de la Commune.

Monsieur LE BESCO relève qu'à cet endroit la signalisation semble particulièrement mal adaptée et que le dépassement autorisé génère une insécurité importante.

A plusieurs reprises, et dès le mois de Mai 2013, Monsieur LE BESCO relate que des courriers ont été adressés au Conseil Général pour l'alerter des difficultés évoquées particulièrement lors de la dépose des élèves.

Madame SAUVEE expose qu'après s'être rendue sur place, elle a elle-même constaté ces faits qu'elle s'engage à relayer auprès du Conseil Général. Elle précise que certains véhicules vont même jusqu'à emprunter l'arrêt de bus situé à la droite de la route (en direction de Rennes) lorsqu'une autre voiture est obligée de s'arrêter en position axiale de la voie au moment de bifurquer vers la gauche en direction du village de « La Ville Guillaume ».

Elle invite les membres de l'Assemblée à émettre un vœu pour demander qu'il soit remédié à cette situation.

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur des parents d'élèves, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de **rouvrir la séance** pour **émettre le vœu** suivant :
 - « Considérant que l'arrêt de bus de « la Ville Guillaume » concerne 14 élèves,
 - Considérant que la traversée de cette route départementale pour des enfants en bas-âge présente un caractère particulièrement dangereux,
 - Considérant que la voirie communale qui pourrait servir de transit entre la route départementale 795 et le village de Travers est entièrement rénovée,
 - Considérant que des voies communales sont souvent utilisées pour la desserte des transports scolaires,

Le Conseil Municipal :

- ✓ EMET LE VŒU que soit déplacé, pour les élèves du village de « La Ville Guillaume », l'arrêt de dépose de transport scolaire en dehors de la voie départementale n° 795, afin d'éviter toute traversée ou cheminement le long de cette voie très fréquentée et non sécurisée, notamment en raison de l'absence d'éclairage et de voie piétonne adaptée. »

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces deux propositions.

La séance est levée définitivement à 20 H 50.

CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 18 SEPTEMBRE 2013

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Syndicat Mixte du Bassin du Linon – Avis relatif à l'adhésion de nouvelles communes et modifications statutaires
3. Pôle intermodal de la Gare – Avenant à la convention avec la Communauté de Communes Bretagne Romantique
4. Admission en « non valeur » - Commune (années 2010 – 2011)
5. Taxe sur les spectacles – Exonération
6. Compte-rendu des avenants aux marchés de travaux signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
7. Compte-rendu des avenants aux marchés de maîtrise d'oeuvre signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
8. Construction de voirie 2013 – Attribution du marché de travaux et affermissement des tranches
9. Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
10. Questions orales